



CCI SEINE  
ESTUAIRE

## CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (CCAP)

# PROJET DE REMISE EN ÉTAT DES LIFTS DE MAINTENANCE DU PONT DE NORMANDIE



Numéro de consultation : CCITSE-2026-MAPA-04



Procédure de passation : Procédure adaptée prévue aux articles L2123-1, R2123-1 1° et R2123-4 à R2123-7 du code de la commande publique

## TABLE DES MATIÈRES

Article 1 -	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES .....	4
1.1	Identification .....	4
1.2	Objet du marché .....	4
1.3	Allotissement .....	5
1.4	Fractionnement des prestations .....	5
1.5	Lieux d'exécution .....	5
1.6	Langue.....	5
Article 2 -	INTERVENANTS.....	6
2.1	Maître d'ouvrage .....	6
2.2	Maître d'œuvre .....	6
2.3	Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI).....	7
2.4	Contrôleur technique.....	7
2.5	Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS) .....	7
2.6	Contrôleur extérieur .....	7
2.7	Autres intervenants .....	7
Article 3 -	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	7
Article 4 -	MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	9
4.1	Représentation des parties.....	9
4.2	Echanges dématérialisés .....	10
4.3	Durée et délais.....	10
4.4	Modalités d'exécution du marché.....	11
4.5	Préparation - coordination et exécution des travaux.....	15
4.6	Contrôles et réception des travaux .....	19
4.7	Considérations sociales .....	20
4.8	Considérations environnementales .....	20
4.9	Traitement de données à caractère personnel.....	21
4.10	Confidentialité et secret des affaires .....	22
4.11	Conflit d'intérêt .....	22
4.12	Clauses de réexamen.....	22
4.13	Obligations administratives en cours d'exécution.....	23
Article 5 -	RÉGIME FINANCIER .....	23
5.1	Monnaie et TVA.....	23
5.2	Forme et contenu des prix .....	24

5.3	Variation des prix .....	25
5.4	Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes.....	25
5.5	Intérêts moratoires.....	27
5.6	Modalités de facturation.....	27
5.7	Travaux non prévus.....	29
5.8	Prestations similaires.....	29
5.9	Valorisation des ordres de service .....	29
5.10	Modifications financières pour circonstances imprévisibles .....	30
Article 6 -	SOUS-TRAITANCE .....	31
Article 7 -	PRIMES ET PENALITES .....	32
7.1	Primes.....	32
7.2	Pénalités .....	32
Article 8 -	GARANTIES .....	35
8.1	Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières.....	35
8.2	Responsabilité et assurances .....	36
Article 9 -	RESILIATION .....	37
Article 10 -	EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES .....	37
Article 11 -	DIFFERENDS ET LITIGES .....	38
11.1	Différends.....	38
11.2	Litiges et contentieux .....	38
Article 12 -	DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX .....	39

# Article 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 Identification

Le présent marché est porté par :

**Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire**

Adresse siège social : 181 quai Frissard - BP 1410 - 76067 LE HAVRE cedex

Adresse électronique : [contact@seine-estuaire.cci.fr](mailto:contact@seine-estuaire.cci.fr)

Site internet : <https://www.seine-estuaire.cci.fr/>

Téléphone : 02 35 55 26 00

Numéro SIRET : 130 021 694 00018

Personne signataire du marché, représentant du maître de l'ouvrage :

**Monsieur Yves LEFEBVRE**, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire en vertu d'une délibération de l'assemblée générale en date du 25 novembre 2021, ou par délégation, **Madame Isabelle PRAT**, Vice-Présidente Commerce et Présidente Délégation du Havre.

Le titulaire :

Est désigné par l'expression « le titulaire », l'opérateur économique attributaire du marché public à l'issue de la procédure de mise en concurrence et une fois l'acte d'engagement signé par l'ensemble des parties.

Le titulaire du marché est la personne morale ou physique désignée dans l'acte d'engagement.

## 1.2 Objet du marché

L'opération porte sur une réhabilitation d'infrastructure.

Les travaux s'effectuent en milieu non clos et occupé.

Le marché a pour objet **les travaux de modernisation des deux ascenseurs, destinés au transport de personnes et de charges, situés dans les pylônes du pont de Normandie.**

Les prestations à réaliser dans le cadre du marché sont les suivantes :

- L'étude technique ;
- La dépose de machineries et des ensemble complets dans les gaines des appareils élévateurs ;
- La fabrication, la fourniture, le transport sur le site, le stockage provisoire du matériel ;
- La mise en œuvre du matériel, ainsi que les réglages nécessaires à leur bon fonctionnement ;
- L'amenée, l'établissement et l'enlèvement de tous les appareils, engins, étais et échafaudages nécessaires ;
- L'ensemble des canalisations électriques, puissance, commande et asservissements, contrôles et alarmes à partir des points de livraison ;
- Les équipements et les canalisations courants faibles ;
- La mise en équipotentialité de toutes les masses métalliques de l'installation à raccorder sur le conducteur de terre laissé en attente à l'emplacement de la machinerie ;
- La peinture des équipements fournis ;
- Les dispositifs de manutention et de fixation ;
- Les coffrets DTU pour les appareils à machineries hautes ;
- La participation aux essais et réceptions effectuées à la demande de la maîtrise d'ouvrage ou du maître d'œuvre ;
- L'enlèvement des gravats provenant des travaux ;
- Les ouvrages de génie civil et les réservations ;
- Les amenées de courant et du conducteur de terre à l'emplacement des locaux machineries, y compris

- les notes de calculs ;
- L'amenée d'une ligne téléphonique à l'emplacement des machineries ;
- Les reports à distance d'alarmes techniques, ainsi que la pose des câbles ;
- Les liaisons interphones entre machineries et centre d'appel extérieur ;
- La formation du personnel.

Le marché est un marché public de travaux conformément à l'article L.1111-2 et à l'Annexe 1 du code de la commande publique « Avis relatif à la liste des activités qui sont des travaux en droit de la commande publique ».

La description des travaux et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Codes CPV de la consultation :

- Nomenclature principale :

**45313100-5 Travaux d'installation d'ascenseurs**

- Nomenclatures supplémentaires :

**45310000-3 Travaux d'équipement électrique**

**45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques**

## 1.3 Allotissement

L'opération n'est pas allotie.

## 1.4 Fractionnement des prestations

Le marché ne comporte pas de tranches.

## 1.5 Lieux d'exécution

Les lieux d'exécution des prestations objets de la consultation sont les suivants :

- **Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire**  
181 quai Frissard - BP 1410 - 76067 LE HAVRE cedex
- **Concession du pont de Normandie**  
Service Exploitation - Sandouville - 76085 LE HAVRE cedex

## 1.6 Langue

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu avec le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre durant la phase d'exécution du marché s'effectue en français, en proscrivant les anglicismes ou les néologismes.

Dans le cas où l'emploi d'un anglicisme ou d'un néologisme est inévitable, une définition précise, complète et rédigée en français en sera donnée en introduction de chaque document.

## Article 2 - INTERVENANTS

### 2.1 Maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par :

**La Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire**  
181 quai Frissard - BP 1410  
76067 LE HAVRE cedex

Représentée par :

**Monsieur Yves LEFEBVRE**, Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie Territoriale Seine Estuaire en vertu d'une délibération de l'Assemblée Générale en date du 25 novembre 2021, ou par délégation, **Madame Isabelle PRAT**, Vice-Présidente Commerce, Présidente Délégation du Havre.

Le service en charge de l'opération est :

**La Direction des concessions**  
181 quai Frissard - BP 1410  
76067 LE HAVRE cedex

Représenté par :

**Mme Claire GRIVEL**  
Directrice des concessions  
181 quai Frissard - BP 1410  
76067 LE HAVRE Cedex  
Mail : [cgrivel@seine-estuaire.cci.fr](mailto:cgrivel@seine-estuaire.cci.fr)

**M. Clément FASQUEL**  
Directeur adjoint des concessions  
181 quai Frissard - BP 1410  
76067 LE HAVRE Cedex  
Mail : [cfasquel@ponts.seine-estuaire.cci.fr](mailto:cfasquel@ponts.seine-estuaire.cci.fr)

### 2.2 Maître d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

**Etudes Projets Industriels E.P.I**  
15 rue des Hauts Guibouts  
94360 BRY-SUR-MARNE  
Mail : [bonjour@epi.fr](mailto:bonjour@epi.fr)

Représentée par :

**M. Claude BERGER**  
Ingénieur Projets  
15 rue des Hauts Guibouts  
94360 BRY-SUR-MARNE  
Mail : [c.berger@epi.fr](mailto:c.berger@epi.fr)

La mission confiée au maître d'œuvre porte sur les éléments de mission suivants :

- avant-projet (AVP) ;
- projet (PRO) ;
- assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT) ;
- examen de la conformité au projet des études qui ont été réalisées par l'entrepreneur (VISA).
- direction de l'exécution du contrat de travaux (DET) ;

- assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception et pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR) ;

La mission de base est complétée par les missions complémentaires suivantes :

Sauf stipulations contraires, la notification des décisions et communications du maître d'ouvrage est réalisée par le maître d'œuvre.

## **2.3 Coordonnateur des systèmes de sécurité incendie (SSI)**

Aucune mission de coordination SSI n'est prévue.

## **2.4 Contrôleur technique**

L'opération fait l'objet d'un contrôle technique assuré par **BUREAU VERITAS** et comportant les missions suivantes :

- la sécurité des personnes dans la construction (S) ;
- la prévention des défauts de solidité des ouvrages et éléments d'équipements indissociables (L) ;
- l'hygiène et la santé dans les constructions (HYS) ;
- l'environnement (ENV) ;
- la sécurité des personnes dans la construction en cas de séismes (PS) ;
- la solidité des éléments d'équipement non indissociablement liés (P1) ;
- la solidité des existants (LE) ;
- la stabilité des ouvrages avoisinants (Av) ;
- l'isolation acoustique (Ph) ;
- l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées (Hand) ;
- le transport des brancards dans la construction (Brd) ;
- la gestion technique des bâtiments (GTB) ;
- la coordination des missions de contrôles dans le cas où il est fait appel à plusieurs contrôleurs techniques (CO) ;
- le fonctionnement des installations (F) ;
- l'isolation thermique et économies d'énergie (Th) ;

## **2.5 Co-activité et coordination des mesures de prévention en matière de sécurité et de protection de la santé (SPS)**

L'opération fait l'objet d'une coordination en matière de sécurité et de protection de la santé assurée par **BUREAU VERITAS**.

## **2.6 Contrôleur extérieur**

Il n'est pas prévu de contrôle extérieur.

## **2.7 Autres intervenants**

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de faire appel à d'autres intervenants (assistant à maîtrise d'ouvrage, conseil, audit, etc.).

# **Article 3 - DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

▪ **Pièces particulières :**

- l'acte d'engagement (ou ATTR1) et ses annexes :
  - annexe n° 1 : la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) ;
  - annexe n° 2 : interlocuteurs référents ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes :
  - planning travaux monte-charge pilier Est ;
  - planning travaux monte-charge pilier Ouest ;
- le règlement d'exploitation du pont de Normandie ;
- le Plan Général de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la Santé (PGCSPS) ;
- le document « questions-réponses » retraçant l'ensemble des échanges et des précisions apportées par l'acheteur à des questions posées pendant la consultation par des opérateurs économiques, le cas échéant ;
- l'offre technique du titulaire ;  
Seuls sont intégrés aux pièces contractuelles les engagements du titulaire à l'égard de la personne publique tels qu'exposés dans l'offre technique ;
- le calendrier détaillé d'exécution des travaux du titulaire comportant les dates de début et de fin des travaux ;
- le Schéma d'Organisation et de Suivi de l'Élimination des Déchets de chantier (SOSED) et le Schéma Organisationnel d'un Plan Assurance Qualité (SOPAQ) ;
- les déclarations de travaux (DT) ;
- le cas échéant, les actes spéciaux de sous-traitance et leurs actes modificatifs (avenants), postérieurs à la notification du marché.

En application du présent article, les stipulations de l'offre technique en contradiction avec les autres pièces contractuelles sont inapplicables et inopposables à l'acheteur. L'offre technique du titulaire ne saurait créer une quelconque charge opposable à l'acheteur.

▪ **Pièces générales :**

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- le cahier des clauses techniques générales applicable aux prestations objet du marché ;
- l'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous les textes administratifs nationaux ou locaux en vigueur applicables dans le cadre de l'exécution du marché pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Les pièces générales ne sont pas jointes au marché. Elles sont réputées connues des parties en présence, la signature des pièces particulières entraînant leur acceptation.

Le titulaire doit se tenir informé de l'évolution de la législation et de la réglementation ainsi que de l'homologation des normes.



En cas d'évolution, pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le titulaire doit en informer par écrit les représentants désignés de l'acheteur pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution.

Cette information doit être accompagnée d'une analyse, au moins sommaire, des incidences de ces évolutions sur le projet. La décision de l'acheteur est alors notifiée par écrit au titulaire dans un délai d'un (1) mois. A défaut de notification, cette évolution n'est pas prise en compte.

En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant le marché, ces documents prévalent dans l'ordre dans lequel ils sont énumérés ci-dessus. Une contradiction s'entend comme une impossibilité radicale d'appliquer simultanément deux stipulations. Si tel n'est pas le cas, les stipulations sont considérées comme complémentaires et s'appliquent.

Cette disposition est d'application générale, sauf dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée (erreur de frappe ou d'impression) et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît manifestement comme étant la plus logique sera alors d'application même si elle figure dans une pièce de moindre priorité,
- En cas d'accord intervenu entre les parties concernées par la contradiction.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus, constitutives du marché, est réputée non écrite.

Seules les pièces conservées dans les archives de la personne publique font foi.

## **Article 4 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **4.1 Représentation des parties**

#### **4.1.1 Représentation du maître d'ouvrage**

L'interlocuteur chargé du suivi de l'exécution des prestations est désigné par le maître d'ouvrage lors de la notification du marché.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le maître d'ouvrage en cours d'exécution du marché.

Le maître d'ouvrage notifie sans délai toute modification de l'interlocuteur au titulaire.

#### **4.1.2 Représentation du titulaire**

Le titulaire désigne un ou plusieurs interlocuteurs, habilités à le représenter auprès du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, pour les besoins de l'exécution du marché.

Cet ou ces interlocuteurs sont désignés à la notification du marché au moyen de l'annexe n° 2 à l'acte d'engagement.

Cet ou ces interlocuteurs a en charge de traiter les questions d'ordre contractuel et de suivi des opérations. Il veille à ce que, à chaque étape de l'exécution des prestations, les ressources et moyens nécessaires soient mis en œuvre pour assurer la bonne exécution des travaux.

Le titulaire s'engage à informer sans délai le maître d'ouvrage de toute modification d'interlocuteur.

Pendant toute la durée d'exécution du marché, le titulaire peut proposer le remplacement de l'interlocuteur. Celui-ci étant soumis à l'approbation du maître d'ouvrage.

Le titulaire assure dans la mesure du possible la continuité des personnes intervenant aux postes clés du marché afin que la maîtrise d'ouvrage ne soit pas pénalisée par des changements survenus à ces postes.

Si au cours de l'exécution du marché, les personnes désignées n'étaient plus en mesure de remplir leur mission, le titulaire doit en aviser immédiatement la maîtrise d'ouvrage et prendre toutes les dispositions nécessaires pour que ces intervenants soient remplacés et que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve pas retardée ou compromise. Une période de recouvrement des personnes partantes et remplaçantes est à prévoir. Ces dispositions sont présentées à la maîtrise d'ouvrage et soumises à son approbation.

Par ailleurs, si en cours de mission, il s'avère, qu'au-delà des seuls critères de compétence définis dans le cadre du présent document, la qualité des prestations ou l'attitude d'un intervenant se révèlent insatisfaisantes, en particulier au regard des exigences de sécurité et de confidentialité, la maîtrise d'ouvrage se réserve le droit, par demande écrite et motivée, d'exiger du titulaire le remplacement dudit intervenant dans les trois (3) jours à compter de sa demande.

Le non-agrément d'intervenants par la maîtrise d'ouvrage ne saurait d'une façon quelconque exonérer le titulaire de ses obligations de résultats, en particulier celles liées au respect des planifications établies.

En cas de modifications portant sur la situation juridique ou économique du titulaire (ex : changement de personnes ayant le pouvoir d'engager la société, raison ou siège sociaux, coordonnées bancaires, etc.) et pouvant influencer sur le déroulement du marché, le titulaire est tenu d'en informer le maître d'ouvrage sans délai.

## **4.2 Echanges dématérialisés**

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tout moyen dématérialisé (profil acheteur PLACE ou adresse électronique mentionnée dans les documents particuliers du marché) permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Les échanges dématérialisés autres que ceux faisant courir un délai s'effectuent par messagerie électronique et/ou via le profil d'acheteur.

Les ordres de service sont émis conformément à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

Les ordres de service sont émis indifféremment par le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage.

Les ordres de service émis par le maître d'œuvre font l'objet d'une validation préalable par le maître d'ouvrage.

Le maître d'œuvre est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant au cours de l'exécution du marché. En cas de manquement, le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

## **4.3 Durée et délais**

### **4.3.1 Durée du marché**

La durée du marché court à compter de sa date de notification jusqu'à l'expiration de la période de garantie de parfait achèvement.

Le marché ne fait l'objet d'aucune reconduction.

### **4.3.2 Délais d'exécution**

#### **4.3.2.1 Délais d'exécution global du marché**

La période de préparation des travaux est comprise dans le délai global d'exécution.

Le délai global d'exécution du remplacement des élévateurs est prévu en cascade sur une durée maximale de 40 semaines.

Le délai global d'exécution démarre à compter de l'ordre de service de démarrage.

#### **4.3.2.2 Calendrier détaillé d'exécution des travaux**

Le calendrier détaillé est élaboré par le titulaire dans le cadre du calendrier prévisionnel d'exécution.

Le calendrier détaillé élaboré par le titulaire est approuvé par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Au cours du chantier et après consultation du titulaire, le maître d'œuvre peut modifier le calendrier détaillé dans la limite du délai global d'exécution.

Ces modifications tiennent compte, le cas échéant, des prolongations de délais résultant de l'application de l'article 18.2 du CCAG-Travaux.

Le calendrier détaillé d'exécution éventuellement modifié est notifié par ordre de service au titulaire.

#### **4.3.2.3 Prolongation du délai d'exécution**

Le titulaire signale au maître d'œuvre, par lettre recommandée, dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de sa survenance, toute circonstance ou événement qui ne soit imputable ni à sa faute ni à son fait, susceptible de motiver une prolongation du délai d'exécution.

Toutes justifications nécessaires permettant au maître d'œuvre d'apprécier le bien-fondé des difficultés signalées et la durée de l'éventuelle prolongation de délai doivent être fournies par le titulaire.

Le nombre de journées d'intempéries réputées prévisibles, au sens du premier paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, est fixé à 0 jours.

En application du troisième paragraphe de l'article 18.2.3 du CCAG-Travaux, lorsque l'exécution des travaux est entravée par l'un des phénomènes naturels mentionné ci-dessous, les délais d'exécution sont prolongés. La prolongation des délais d'exécution est équivalente au nombre de jours d'entrave provoqués par le phénomène naturel en cause.

La prolongation des délais d'exécution est subordonnée à une intensité et une durée limite définie ci-après :

- neige : 10 cm pendant huit jours consécutifs ;
- température : - 10° et +35° Celsius pendant huit jours consécutifs ;
- vent : 80 km/h pendant huit jours consécutifs ;
- pluies : 10 mm/jour pendant huit jours consécutifs ;
- point de rosée : non respecté sous abri par tranche de deux heures.

### **4.4 Modalités d'exécution du marché**

#### **4.4.1 Obligations du titulaire**

##### **4.4.1.1 Obligation de conseil**

Le titulaire du marché est tenu à une obligation permanente de conseil auprès du maître d'ouvrage.

Il doit notamment :

- signaler les divergences entre les cotes figurant sur les plans et les relevés effectués sur le terrain ;
- solliciter de la part de la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qualitatifs ou quantitatifs qui n'apparaîtraient pas de façon suffisamment explicite sur les documents qui lui sont remis ;
- contrôler sur place les dimensions des ouvrages exécutés par d'autres entreprises et tous autres

éléments susceptibles d'affecter l'établissement de ses propres plans d'exécution.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

#### **4.4.1.2 Obligation d'information**

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

#### **4.4.2 Accès au site**

Le titulaire est réputé avoir :

- pris connaissance du ou des sites sur lesquels vont se dérouler les travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient trait aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui concerne leur exécution ;
- collecté auprès des services publics ou assimilés toutes les informations qui peuvent lui être utiles pour la conduite du chantier (notamment services municipaux, services des eaux gaz, électricité),
- pris en compte le règlement d'exploitation du pont de Tancarville.

Tous les véhicules du titulaire, des sous-traitants éventuels et des fournisseurs sont soumis au péage du pont de Normandie.

L'ouvrage doit rester en circulation en tout temps sauf accord écrit préalable du maître d'ouvrage.

#### **4.4.3 Constat d'état des lieux**

Un état des lieux contradictoire est dressé en présence de représentants notamment du maître de l'ouvrage, du maître d'œuvre et du titulaire pour la mise à disposition gratuite des emprises où sont réalisés les travaux ainsi que celles destinées aux installations de chantier.

Ce constat contradictoire est notifié au titulaire.

Il est procédé de même chaque fois que le titulaire a à intervenir dans de nouveaux espaces mis à sa disposition.

Le titulaire ne peut se prévaloir, que ce soit pour se soustraire aux obligations du marché, ou pour prétendre à une augmentation de prix, des sujétions résultants :

- des mesures de sécurité lui incombant ;
- de l'exploitation du domaine public et des services publics ;
- de l'exécution simultanée d'autres travaux.

Le stationnement n'est toléré dans l'emprise du chantier que sur les zones aménagées à cet effet. Seul le stationnement des véhicules de travaux est autorisé, à l'exclusion de tout véhicule personnel. Aucun dégrèvement n'est accordé pour le stationnement dans les parcs de stationnement payant.

#### **4.4.4 Implantation des ouvrages**

##### **4.4.4.1 Déclaration d'intention de commencer les travaux**

Le maître d'ouvrage a réalisé la déclaration de projet de travaux conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est réputé avoir intégré dans son offre et y avoir prévu des prestations qui prennent en compte les contraintes éventuelles de proximité des réseaux existants sur le projet avec les incertitudes de localisation indiquées dans les pièces du marché.

L'apparition, en période de préparation et préalablement au compte-rendu de marquage piquetage, d'écarts entre les récépissés de Déclaration d'intention de commencer les travaux (DICT) et les éléments de la consultation, constitue un point d'arrêt. Les parties évaluent l'impact de ces écarts sur le projet, et leurs conséquences contractuelles.

Après analyse des écarts par le titulaire, le maître d'ouvrage l'informerait avant le démarrage des travaux des conditions nouvelles de réalisation et notamment des éventuelles adaptations du projet assurant sa compatibilité avec la configuration la plus récente des réseaux tiers existants. Les opérations de marquage-piquetage prendront en compte ces éléments.

Le titulaire doit adresser une DICT à chaque exploitant indiqué par le guichet unique défini à l'article L554-2 du code de l'environnement, dans un délai de dix jours ouvrés, qui s'applique au titulaire, à compter de la date de démarrage de la période de préparation. En l'absence de réponse à cette DICT par un exploitant dans le délai fixé par l'article R554-25 du Code de l'Environnement, le titulaire devra le relancer en lui adressant à nouveau la DICT par lettre recommandée avec accusé de réception et l'exploitant a alors deux jours ouvrés pour répondre. A défaut de réponse de l'exploitant, le titulaire en informe le maître d'ouvrage et, le cas échéant, le maître d'œuvre.

Le titulaire doit renouveler la DICT dans le délai et les conditions prévues à l'article R.554-25 du code de l'environnement.

Le titulaire doit tenir en permanence sur le chantier, pendant toute sa durée, les DICT, les bordereaux d'envois des DICT et les récépissés obtenus avec les plans des réseaux.

#### **4.4.4.2 Réalisation de travaux à proximité de réseaux**

Le titulaire doit tenir compte des informations fournies par le maître d'ouvrage notamment celles concernant l'implantation de ses réseaux situés dans l'emprise des travaux à réaliser.

Le titulaire doit tenir compte des résultats des investigations complémentaires pour la réalisation des travaux.

Le titulaire doit effectuer les opérations complémentaires de localisation de réseaux (OCLR) pendant la période de préparation avant tout commencement d'exécution des travaux. Le titulaire doit appliquer les préconisations particulières du guide technique prévu à l'article R 554-29 du code de l'environnement. Ces mesures de localisation doivent être géo-référencées. Les points géo-référencés sont exprimés en x y et z dans le système de référence légal en vigueur.

#### **4.4.4.3 Piquetage général**

L'opération ne comprend pas de piquetage.

#### **4.4.4.4 Piquetage spécial des ouvrages souterrains ou enterrés**

L'opération ne comprend pas de piquetage spécial.

#### **4.4.4.5 Ouvrages non repérés**

En cas de rencontre d'ouvrages non repérés, le titulaire du marché prend toutes dispositions utiles pour qu'aucun dommage ne leur soit causé.

Il prévient le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre. Il est alors procédé contradictoirement à leur relevé puis au recueil des mesures de prévention à appliquer lors des travaux. Les mesures techniques à mettre en œuvre pour assurer le maintien en service de ce réseau font l'objet d'un avenant à la charge du maître d'ouvrage et donnent lieu à une prolongation de délai.

## **4.4.5 Provenance - Qualité - Contrôle et prise en charge des matériaux et produits**

### **4.4.5.1 Provenance des matériaux et produits**

Le CCTP fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé au titulaire ou n'est pas déjà fixé par les pièces générales constitutives du marché ou déroge aux dispositions desdites pièces.

Lorsqu'une spécification technique est définie notamment par référence à une norme ou à un label, le titulaire prouve, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au maître d'œuvre avec tous les documents justificatifs, au minimum un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement.

Tout produit livré sur le chantier, et pour lequel la clause d'équivalence est invoquée sans respecter le délai d'un (1) mois avant tout acte qui pourrait constituer un début d'approvisionnement, est réputé avoir été livré en contradiction avec les clauses du marché et doit donc être immédiatement retiré, sans préjudice des frais directs ou indirects de retard ou d'arrêt du chantier.

### **4.4.5.2 Caractéristiques - qualité - vérification - essais et épreuves des matériaux et produits**

Le CCTP définit les compléments et dérogations à apporter aux dispositions du CCAG-Travaux et, le cas échéant, au CCTG concernant :

- les caractéristiques et qualités de matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux ;
- les modalités de vérification, essais et épreuves tant qualitatives que quantitatives de ces matériaux, produits et composants ;
- la liste des matériaux, produits et composants faisant l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication dans les usines, magasins et carrières du titulaire, ou de ses sous-traitants et fournisseurs, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications de qualité et la surveillance de fabrication sont assurées par le maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre peut décider, après accord du maître d'ouvrage, de faire exécuter des essais et vérifications supplémentaires à ceux prévus par le marché :

1) par dérogation à l'article 24 du CCAG-Travaux, si ces essais et vérifications sont effectués par le titulaire, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

2) par dérogation à l'article 24 du CCAG-Travaux, si ces essais et vérifications sont effectués par un tiers, ils sont rémunérés par le maître d'ouvrage.

3) si les essais que le maître d'œuvre ou le maître d'ouvrage ordonne à un tiers au titulaire révèlent une non-conformité ou une malfaçon, ces derniers seront à sa charge.

### **4.4.6 Appareil de mesure**

Le titulaire fournit les appareils de mesure, de contrôles ou autres nécessaires à l'exécution de ses prestations. Ces appareils doivent être maintenus en bon état de fonctionnement en permanence et faire l'objet, au minimum, une fois par an, d'une vérification et d'un étalonnage par une entreprise spécialisée qui, à l'issue de son intervention, délivre un certificat d'étalonnage au titulaire.

Les rapports techniques émis par le titulaire comportent obligatoirement les références des appareils de mesure utilisés et pour chacun d'eux, la date du dernier étalonnage.

## **4.5 Préparation - coordination et exécution des travaux**

### **4.5.1 Période de préparation - programme d'exécution des travaux**

#### **4.5.1.1 Période de préparation**

Il est procédé, au cours de cette période de préparation, aux opérations énoncées ci-après :

##### **Par le maître d'ouvrage :**

- autorisation d'accès au site ;
- la désignation des lieux de dépôts provisoires des matériels et matériaux ;
- les moyens et installations mis à disposition ;
- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution ;
- l'organisation de la réunion de lancement de la période de préparation ;
- l'approbation du projet des installations de chantier ;
- la déclaration d'ouverture de chantier ;

##### **Par le maître d'œuvre :**

- l'approbation du calendrier détaillé d'exécution confiée au titulaire ;
- le visa des études d'exécution réalisées par le titulaire ;
- le visa du calendrier d'établissement des documents d'exécution ;
- la validation des fournitures et des matériaux ;
- le visa du projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires prescrits par l'article 28.2 du CCAG-Travaux ;

##### **Par le titulaire :**

- la remise des documents administratifs prévus par le marché ;
- la remise de la liste nominative des personnels intervenant sur le chantier avec le programme de mobilisation ;
- la liste des personnes devant représenter l'entreprise aux réunions de chantier et le responsable du montage des ouvrages provisoires ;
- l'établissement par le titulaire et présentation au visa du maître d'ouvrage, du programme d'exécution des travaux auquel est annexé le projet des installations de chantier nécessaires et des ouvrages provisoires (le projet des installations de chantier indique, notamment la situation sur plan des locaux pour le personnel et de leurs accès à partir de l'entrée du chantier, leur desserte par les réseaux d'eau, d'électricité et d'assainissement et leurs dates de réalisation); le programme indique la commande des outillages spécifiques et des fournitures ;
- l'établissement du PAQ général et des PAQ particuliers ;
- l'établissement du programme des études et de la liste prévisionnelle des documents ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des plans d'exécution, notes de calculs et études de détail nécessaires pour le début de travaux, dans les conditions fixées à l'article 29 du CCAG-Travaux précisées par le présent document ;
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre des procédures de mise en œuvre et de démontage des ouvrages provisoires, de décapage et peinture, de travaux de charpente métallique ;
- l'établissement de la procédure de contrôle des équipements mobiles existants ;
- l'établissement d'un Plan de Prévention des Risques par application des dispositions des articles R. 4512-6 et suivants du code du travail. Cette obligation est applicable à chaque entrepreneur (Titulaire, cotraitant et sous-traitant). Le plan de prévention est soumis à l'approbation du maître d'ouvrage dans un délai maximum de 30 jours après la date de début de la période de préparation des travaux.
- l'établissement et présentation au visa du maître d'œuvre (mission OPC) du calendrier détaillé d'exécution des travaux signé du titulaire du marché ;

- (le cas échéant) l'établissement d'un plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS) soumis au visa du coordonnateur SPS après l'inspection commune organisée par celui-ci. Cette inspection est obligatoire pour chaque titulaire, cotraitant, sous-traitant ;
- (le cas échéant) les documents relatifs aux opérations de localisation des réseaux mentionnées à l'article « implantation des ouvrages » du présent document
- (le cas échéant) le dossier sous exploitation et méthodologie d'intervention dans le respect de l'exploitation ;

Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG-Travaux, les travaux ne peuvent pas commencer avant l'obtention du ou des visas du maître d'œuvre.

#### **4.5.1.2 Organisation - Hygiène et sécurité du chantier**

##### **4.5.1.2.1 Installations de chantier**

Il est fait application des dispositions de l'article 31.1 du CCAG-Travaux.

##### **4.5.1.2.2 Signalisation du chantier**

Il fait est application des dispositions de l'article 31.6 du CCAG-Travaux.

##### **4.5.1.2.3 Mesures de limitation des bruits et vibrations de chantier**

Le titulaire prend, à ses frais, toutes les dispositions utiles pour atténuer la gêne occasionnée aux activités riveraines, pendant toute la durée de l'opération, et pour réduire autant que possible les nuisances de toute nature, notamment :

- Bruits ;
- odeurs, fumés, gaz ;
- poussières, saletés ;
- présence de détritux divers et gravois ;
- dégradation des voies d'accès du fait de la circulation des engins et camions ;
- ouverture de tranchées.

Le titulaire prend en compte les différentes prescriptions législatives relatives à l'élimination des déchets et la récupération des matériaux ainsi qu'aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Les mesures particulières destinées à protéger l'environnement du chantier font l'objet de la part du titulaire de l'établissement d'un plan d'assurance environnement. Il tient compte notamment des prescriptions qui suivent.

Il prend toutes les mesures utiles pour prévenir et interdire les souillures et pollutions de toutes natures tant atmosphériques que terrestres ou aquatiques, notamment en dehors des emprises de chantier.

Il a à sa charge les moyens techniques mis en œuvre pour respecter les règlements en vigueur relatifs aux limitations des nuisances et des pollutions des eaux.

Il fait son affaire pour ses propres installations des formalités qu'imposent les textes. Les rejets dans les réseaux d'écoulement existants des produits de lavage des engins, des produits de vidange, de lubrifiants ou de carburants sont formellement interdits.

Tout rejet d'hydrocarbures est interdit, les produits de vidange doivent être recueillis et évacués en fûts fermés.

De même, tout déversement de déchets liquides ou solides, même inertes (terres, boues, etc.) est proscrit.

Le titulaire signale au maître d'œuvre tout incident, voire toute difficulté susceptible d'entraîner une nuisance passagère, dont il précise la durée et l'importance.



Les engins de chantier équipés d'un moteur à explosion ou à combustion interne, les groupes moto compresseurs, les brise-béton et marteaux piqueurs, les groupes convertisseurs de soudage, les groupes électrogènes de puissance, doivent être conformes à un type homologué tel que défini dans les arrêtés ministériels concernant les niveaux sonores aériens émis par les engins de chantier.

Le maître d'œuvre peut prescrire au titulaire le remplacement ou la modification des moteurs et appareils dont le fonctionnement se révélerait trop bruyant ainsi qu'un horaire spécial pour l'emploi de ces moteurs ou appareils bruyants (utilisation de nuit interdite). Des interdictions momentanées d'utilisation de matériels bruyants (marteaux piqueurs, BRH, etc.) peuvent être prescrites lors de manifestations particulières.

Le titulaire doit s'assurer que les engins ne présentent pas de surcharge par rapport aux caractéristiques des voies d'accès empruntées.

En dérogation à l'article 34 du CCAG-Travaux, les réparations des dégradations causées au domaine public sont intégralement à la charge du titulaire du marché.

Le titulaire est responsable des moyens et matériels qu'il emploie. A ce titre, il doit reconnaître les ouvrages environnants, et notamment, il doit appareiller les ouvrages sensibles pour contrôler l'effet des vibrations que ses travaux peuvent provoquer et s'assurer qu'elles ne sont pas néfastes aux ouvrages environnants.

D'une manière générale, il doit adapter ses procédés et ses moyens de façon à respecter l'environnement.

Des limitations particulières sont imposées au chapitre 1.13 du livret 1 du CCTP.

#### **Travail de nuit - Restrictions fin de semaine et jours fériés**

Le titulaire respecte les dispositions législatives et réglementaires en vigueur. En complément, les travaux bruyants sont interdits entre 22h et 7h.

#### **Poussières**

Le titulaire prend toutes les dispositions (arrosage, bâchage, etc.) pour éviter l'émission de poussières, notamment par temps sec et vent fort. Le maître d'œuvre peut imposer au titulaire toute mesure qu'il jugerait indispensable à cet égard, en particulier l'arrosage abondant et permanent des pistes.

### **4.5.2 Exécution des travaux**

#### **4.5.2.1 Tâches essentielles**

Les tâches essentielles suivantes doivent être exécutées par le titulaire et ne peuvent faire l'objet de sous-traitance : la coordination et la direction de travaux.

#### **4.5.2.2 Réunions de chantier**

Les réunions de chantier ont lieu aux jours et heures fixées par le maître d'ouvrage ou le maître d'œuvre.

Le représentant du titulaire doit avoir le pouvoir de l'engager et de donner sur le champ les ordres nécessaires aux personnels du titulaire sur le chantier.

Toute absence du représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué entraînera l'application de pénalités.

Est considérée comme une absence la représentation du titulaire par des personnes non qualifiées.

#### **4.5.2.3 Registre de chantier**

Il est prévu un registre de chantier conformément à l'article 28.5 du CCAG-Travaux.

#### **4.5.2.4 Communication chantier**

Aucune démarche de communication de chantier n'est demandée.

#### **4.5.3 Plan d'exécution - Notes de calculs - Etudes de détails**

L'élément de mission EXE est confié au titulaire.

Les plans, notes et études sont soumis au VISA du maître d'œuvre.

Le titulaire fournit les plans relatifs :

- aux méthodes de réalisation ;
- aux ouvrages provisoires ;
- aux moyens de chantier.

Le délai de transmission des documents est fixé au CCTP.

#### **4.5.4 Equipements, matériaux et produits**

##### **4.5.4.1 Fournis par le maître d'ouvrage**

Sans objet.

##### **4.5.4.2 Fournis par le titulaire**

A la demande du maître d'œuvre, les choix du titulaire concernant les équipements, matériaux et produits sont soumis à son approbation avant leur mise en œuvre.

#### **4.5.5 Nettoyage**

##### **Nettoyage des zones de travail**

Outre l'évacuation quotidienne des gravats, le titulaire assure le maintien en état de propreté permanent des zones de travail dans lesquelles il intervient.

Le titulaire doit maintenir sa zone de travail propre et libre de tous déchets depuis le début de son intervention jusqu'à réception de ses travaux.

Le titulaire du marché de travaux a la charge de l'évacuation de ses propres déchets et gravats jusqu'aux lieux de stockage fixés dans les pièces contractuelles d'organisation de chantier du marché. Le titulaire doit le nettoyage fin, avant réception, de tous ses ouvrages.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

##### **Nettoyage des voies publiques**

Le titulaire prend toutes les précautions pour éviter les chutes de matériaux sur les voies publiques empruntées par ses véhicules et ses engins ; il effectue en permanence, à ses frais, les nettoyages nécessaires pour que toutes les voies utilisées restent en parfait état de propreté.

Ces nettoyages sont soumis aux règles imposées par les arrêtés municipaux en vigueur dans la commune du lieu d'exécution des travaux.

En cas de défaillance, le titulaire encourt les pénalités prévues.

#### **4.5.6 Echantillons**

Sans objet.

#### **4.5.7 Prototypes et propriété intellectuelle**

Le maître d'ouvrage doit être en mesure d'exploiter les livrables obtenus lors de son exécution (résultats, connaissances antérieures et connaissances antérieures standards) pour répondre à ses objectifs tels que décrits dans le CCTP

Le présent marché fait application des articles 45 à 48 du CCAG-Travaux.

### **4.6 Contrôles et réception des travaux**

#### **4.6.1 Essais et contrôles des ouvrages exécutés**

Les essais et contrôle d'ouvrage ou parties d'ouvrage, prévus par les documents techniques du marché, sont assurés contradictoirement sur le chantier par le titulaire du marché et le maître d'œuvre ou son représentant.

#### **4.6.2 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

Au terme des travaux le titulaire doit :

- procéder à l'évacuation de ses déblais et déchets ;
- nettoyer les installations ;
- réparer et remettre en état les installations détériorées notamment la chaussée du pont ;

Ces prestations sont effectuées dans le délai d'exécution des travaux.

A la fin des travaux, dans le délai de trente (30) jours calendaires comptés de la date de la décision de réception, le titulaire doit avoir procédé au dégagement, nettoyage et remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier.

En cas de retard, ces opérations seront faites aux frais du titulaire dans les conditions stipulées à l'article 37 du CCAG-Travaux, sans préjudice d'une pénalité journalière.

#### **4.6.3 Réception**

La procédure de réception des travaux se déroule conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG-Travaux. La réception de l'ensemble des travaux, ne peut être prononcée qu'après l'achèvement complet de la totalité des travaux et sous réserve de l'exécution concluante des contrôles définis au marché.

#### **4.6.4 Documents fournis après exécution**

Les documents que doit remettre le titulaire, après exécution des travaux, sont mentionnés à l'article 40 du CCAG-Travaux et complétés par les prescriptions du CCTP.

Les documents devront être remis dans les délais prescrits par l'article 40 du CCAG-Travaux.

Ces documents sont présentés en un (1) exemplaire dématérialisé.

Dans tous les cas, le titulaire s'assure que les documents qu'il remet après exécution correspondent aux prestations réellement exécutées.

## **4.7 Considérations sociales**

Le présent marché public ne comprend pas de considérations sociales.

## **4.8 Considérations environnementales**

### **4.8.1 Clause environnementale générale**

Dans une volonté de protection de l'environnement, il est fait application de l'article L.2112-2 du code de la commande publique, en prévoyant des conditions d'exécution des prestations comportant des éléments à caractère environnemental.

Les prescriptions sont données au présent CCAP et à l'article 1.7.7.3 du CCTP.

Il est fait application de l'article 20.2 du CCAG-Travaux.

### **4.8.2 Conseil environnemental**

Le titulaire est tenu de conseiller le maître d'ouvrage lorsque des travaux pourraient permettre une meilleure performance énergétique des appareils.

Le potentiel gain énergétique est estimé et communiqué au maître d'ouvrage.

### **4.8.3 Mesures pour réduire les nuisances environnementales**

Le titulaire prend les mesures permettant de maîtriser les éléments susceptibles de porter atteinte à l'environnement, notamment les déchets produits en cours d'exécution du contrat, les émissions de poussières, les fumées, les émanations de produits polluants, le bruit, les impacts sur la faune et sur la flore, la pollution des eaux superficielles et souterraines.

### **4.8.4 Gestion des déchets**

Les déchets de chantier sont gérés conformément aux dispositions de l'article 36 CCAG-Travaux.

La valorisation ou l'élimination des déchets générés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché. Le titulaire respecte les consignes de tri mises en place sur le site ou, le cas échéant, s'assure de la mise en place de collectes sélectives des déchets produits à l'occasion des prestations.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations de collecte, de transport, entreposage, tris éventuels, traitement des déchets générés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur. Ainsi, le titulaire assure le traitement desdits déchets dans les conditions définies par la réglementation spécifique à chaque typologie de déchet, selon la hiérarchie des modes de traitement visée à l'article L. 541-1 du code de l'environnement :

1. Préparation en vue de la réutilisation ;
2. Recyclage ;
3. Toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
4. En dernier recours, élimination.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, les bordereaux de suivi des déchets (BSD) permettant de garantir la traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation et la conformité de ce traitement aux exigences réglementaires.

En cas d'évolution de la réglementation en cours d'exécution du marché, notamment en cas de création d'une nouvelle filière de responsabilité élargie des producteurs (« Filière REP »), le titulaire est tenu de se conformer

aux éventuelles nouvelles obligations.

Dans ce cas, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur des modalités de mise en œuvre de ces obligations dans le cadre de l'exécution du marché.

En cas de non-communication de ces éléments justificatifs, l'acheteur se réserve le droit d'appliquer les pénalités prévues au présent CCAP.

En cas de manquement du titulaire à ses obligations, les déchets non enlevés peuvent être transportés d'office, à ses frais.

#### **4.8.4.1 Schéma d'organisation et de gestion des déchets de chantier**

Le titulaire est tenu au respect du Schéma d'Organisation de la Gestion et de l'Élimination des Déchets de chantier (SOGED) relatif à la gestion des déchets de chantier. Le SOGED doit être remis dans l'offre du titulaire.

Le titulaire s'engage notamment sur :

- Le pré-tri sur le site des différents déchets de chantier ;
- Les méthodes qui seront employées pour ne pas mélanger les différents déchets (bennes, stockage, localisation sur le chantier des installations, etc.) ;
- Les centres de stockage et/ou centres de regroupement et/ou unités de recyclage vers lesquels sont acheminés les différents déchets, en fonction de leur typologie et en accord avec le gestionnaire devant les recevoir,
- L'information, en phase travaux, du maître d'œuvre quant à la nature et à la constitution des déchets et aux conditions de dépôt envisagés sur le chantier,
- Les dispositions prises pour traiter les déchets dangereux notamment plombés et amiantés,
- Les modalités retenues pour assurer le contrôle, le suivi et la traçabilité,
- Les moyens matériels et humains mis en œuvre pour assurer ces différents éléments de gestion des déchets et notamment la personne qui sera désignée responsable des déchets ainsi que les mesures de sensibilisation du personnel.

### **4.9 Traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire du marché est responsable du traitement des données à caractère personnel.  
Il fixe les finalités et les moyens du traitement.

Pour l'exécution du marché public, en cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire, et le cas échéant ses sous-traitants, sont tenus au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Le cas échéant, le titulaire apporte à l'acheteur, avant la mise en application du traitement, des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Dès la notification du marché, il communique à l'acheteur l'identité et les coordonnées (téléphone et mail) de son délégué à la protection des données (DPD).

## **4.10 Confidentialité et secret des affaires**

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

Le titulaire peut être amené à connaître du secret des affaires de tiers lors de l'exécution.

Dans ce cadre, il ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution du marché. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès.

En cas de violation de cette obligation, le titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 2 000 euros par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation du marché à ses torts.

Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue du marché.

Le titulaire consent, en application de l'article L.151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit quinze (15) jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

## **4.11 Conflit d'intérêt**

Tout au long de l'exécution du marché, le titulaire est tenu de déclarer sans délai au maître d'ouvrage toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

## **4.12 Clauses de réexamen**

Il est fait application de l'article 54 du CCAG-Travaux.

## **4.13 Obligations administratives en cours d'exécution**

Le titulaire est tenu de notifier sans délai au maître d'ouvrage les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées au maître d'ouvrage.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire conformément aux stipulations de l'article 4.2 du présent CCAP.

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le téléservice " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;

b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

En application des dispositions des articles L.8291-1 et suivants du code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de faire porter par le personnel accomplissant, dirigeant ou organisant les travaux sous sa direction ou dans le cadre d'un contrat de sous-traitance, dans l'enceinte du chantier et en permanence, sa carte d'identité professionnelle sécurisée des salariés du secteur du bâtiment et des travaux publics (BTP). Elle doit être présentée aux agents de contrôle.

Le maître d'ouvrage peut vérifier auprès de l'union des caisses mentionnée à l'article R. 8291-2 du code du travail que les salariés du titulaire d'un sous-traitant direct ou indirect ou d'un cocontractant d'un sous-traitant ont été déclarés auprès de cet organisme et que leurs cartes ou attestations ont été émises par celui-ci.

Le salarié titulaire d'une carte d'identification professionnelle ou de l'attestation provisoire est tenu de la présenter sans délai à la demande du maître d'ouvrage ou d'un donneur d'ordre intervenant sur le chantier où le salarié exerce son activité.

## **Article 5 - REGIME FINANCIER**

### **5.1 Monnaie et TVA**

#### **5.1.1 Monnaie**

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

### **5.1.2 Taux de TVA**

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

## **5.2 Forme et contenu des prix**

Les prix sont forfaitaires.

Le prix global et forfaitaire figure dans la décomposition du prix global et forfaitaire annexé à l'acte d'engagement (cf. annexe n° 1 de l'Acte d'engagement).

Sur demande du maître d'ouvrage, le titulaire fournit dans un délai 3 jours les sous-détails de prix qui lui seront demandés.

Le contenu des prix est établi conformément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des travaux et prestations ;
- la cession des droits de propriété intellectuelle ou de toute autre nature visés au chapitre 6 du CCAG-Travaux (article 45 et suivants du CCAG-Travaux), incluant le cas échéant les compléments et dérogations prévues au présent document sauf stipulations contraires à l'article relatif au régime des droits de propriété intellectuelle ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris :
  - les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
  - les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
  - les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
  - la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
  - les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

En complément à l'article 9.1 du CCAG-Travaux, les prix sont réputés inclure :

- les sujétions résultant de l'utilisation du domaine public et du fonctionnement des services publics ;
- les sujétions résultant de phénomènes naturels ;
- les sujétions résultant de la présence de canalisations, conduites et câbles de toute nature, ainsi que des chantiers nécessaires au déplacement ou à la transformation de ces installations ;
- la valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations ;
- les sujétions résultant de la réalisation simultanée d'autres ouvrages.

A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque.

Les prix sont réputés avoir été établis en considérant qu'aucune prestation n'est à fournir par le maître d'ouvrage.

Dans le cas d'un marché passé avec les membres d'un groupement conjoint d'opérateurs économiques, les prix des prestations attribuées à chaque membre du groupement dans l'acte d'engagement sont réputés comprendre les dépenses et marge correspondantes, y compris les charges que chaque membre du groupement peut être appelé à rembourser au mandataire.

Dans ce cas, les prix des travaux attribués au mandataire sont réputés comprendre, en sus, les dépenses et marge touchant les prestations complémentaires suivantes :

- la construction et l'entretien des moyens d'accès et des chemins de service nécessaires pour les parties communes du chantier ;



- l'établissement, le fonctionnement et l'entretien des clôtures, les dispositifs de sécurité, les installations de décontamination et les installations d'hygiène intéressant les parties communes du chantier ;
- le gardiennage, l'éclairage et le nettoyage des parties communes du chantier, ainsi que leur signalisation extérieure ;
- l'installation et l'entretien des bureaux mis à la disposition du maître d'œuvre, de l'OPC, du CSPS et du contrôle extérieur ;
- les mesures propres à pallier d'éventuelles défaillances des autres membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

## 5.3 Variation des prix

Les prix sont établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois M0 correspondant :

- soit à la date de remise de l'offre par le titulaire (en cas d'absence de négociations),
- ou le cas échéant, soit à la date de remise de l'offre finale par le titulaire.

### Prix fermes actualisables

Si l'exécution des prestations débute plus de 3 mois après la fixation du prix, les prix sont actualisés selon la formule suivante :

$$P = P_0 [(I_m - 3 / I_0)]$$

dans laquelle

P = prix révisé

P<sub>0</sub> = prix fixé dans l'offre du titulaire

I<sub>0</sub> = valeur de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.20 – Installation de machines et d'équipements industriels Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764281, en vigueur au mois d'établissement des prix

I<sub>m-3</sub> = valeur de l'Indice de prix de production de l'industrie française pour le marché français – CPF 33.20 – Installation de machines et d'équipements industriels Prix de marché – Base 2021 – Données mensuelles brutes – Identifiant 010764281, trois mois avant la date de début d'exécution des prestations.

Conformément à l'article 10.5 du CCAG-Travaux, le coefficient d'actualisation sera arrondi au millième supérieur.

### Disparition de l'indice :

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties conviennent d'adopter l'indice de remplacement publié, et si aucun indice de remplacement n'est publié, de choisir un indice similaire en rapport avec l'activité l'objet du marché. Cet indice devra être choisi de telle sorte qu'il soit le plus proche possible de l'indice disparu et qu'il respecte l'esprit que les parties ont entendu définir pour cette clause de révision. Cette substitution d'indice ne nécessite pas la passation d'un avenant.

## 5.4 Modalités de rémunération du titulaire et de règlement des comptes

### 5.4.1 Avances

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 10 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

#### **5.4.2 Acomptes**

Tout versement d'acompte s'effectue, dans le cadre des articles L2191-4 et R 2191-20 à R 2191-22 du code de la commande publique, sur la base des prestations réellement effectuées.

La périodicité des acomptes est mensuelle.

#### **5.4.3 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)**

Une retenue de 5% est appliquée sur le montant du marché. La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une garantie à première demande ou, après validation expresse de l'acheteur, par une caution personnelle et solidaire, dans les conditions fixées à l'article R. 2191-36 et suivants du code de la commande publique.

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.]

Le comptable assignataire compétent est :

**Monsieur François SAYARET**  
Trésorier de la CCIT Seine Estuaire  
Direction Administrative et Financière  
181 quai Frissard, BP 1410  
76067 LE HAVRE cedex

#### **5.4.4 Modalités de règlement des comptes**

Chaque acompte correspond au montant des sommes dues au titulaire pour l'intervalle compris entre deux décomptes successifs.

##### **5.4.4.1 Projets de décompte**

Les projets de décompte sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.1 du CCAG-Travaux.

Après la réception des travaux, le titulaire ne peut plus demander que le paiement du solde.

##### **5.4.4.2 Etats d'acomptes**

Les états d'acomptes sont établis conformément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-Travaux.

Toutefois, et par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG-Travaux, le maître d'œuvre notifie au titulaire l'état d'acompte mensuel et propose au maître d'ouvrage de régler les sommes qu'il admet.

Cette notification intervient dans les quinze 15 jours à compter de la date de réception de la demande de paiement mensuelle du titulaire.

Si cette notification n'intervient pas dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande du titulaire, celui-ci en informe le maître d'ouvrage qui procède au paiement sur la base des sommes qu'il admet.

#### **5.4.4.3 Décompte final**

Le décompte final est établi conformément aux dispositions de l'article 12.3 du CCAG-Travaux.

#### **5.4.4.4 Décompte général**

Le décompte général est établi conformément à l'article 12.4 du CCAG-Travaux.

### **5.5 Intérêts moratoires**

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenue de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

### **5.6 Modalités de facturation**

#### **5.6.1 Mentions obligatoires**

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date de livraison effective des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- le cas échéant, le numéro de l'ordre de service ;

- le cas échéant, en cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande (numéro d'engagement juridique) ;
- le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

## 5.6.2 Transmission des factures

Les prestations font l'objet de demandes de paiements prenant la forme :

- de projets de décompte périodique établis conformément aux stipulations du présent marché ;
- de projet de décompte final/général établis conformément aux stipulations du présent marché.

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

La transmission des factures s'effectue conformément aux dispositions :

- de la loi n°2019-486 du 22 mai 2019 retranscrite dans l'article L2192-1 du code de la commande publique ;
- du décret n°2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique ;
- de l'arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

### 1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

### 2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

### 3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

### **Préalables techniques et réglementaires :**

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1>

**Les factures sont établies en un seul original et envoyées aux adresses suivantes :**

L'ordonnateur des paiements est :

**Monsieur Nicolas ROUTEL**  
Secrétaire  
Direction Administrative et Financière  
181 quai Frissard, BP 1410  
76067 LE HAVRE cedex

Le comptable assignataire des paiements est :

**Monsieur François SAYARET**  
Trésorier de la CCIT Seine Estuaire  
Direction Administrative et Financière  
181 quai Frissard, BP 1410  
76067 LE HAVRE cedex

## **5.7 Travaux non prévus**

### **5.7.1 Travaux modificatifs**

Les travaux modificatifs sont réglés conformément à l'article 13 du CCAG-Travaux.

### **5.7.2 Dépassement ou diminution du montant initial des travaux**

Les augmentations limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 14.3 du CCAG-Travaux. Au-delà de ces limites, et en complément de l'article 14 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

Les diminutions limites du montant des travaux par rapport aux montants contractuels initiaux sont fixées à l'article 15 du CCAG-Travaux. Au-deçà de ces limites, et en complément de l'article 15 du CCAG-Travaux, la poursuite de l'exécution des travaux est subordonnée à la notification d'une décision de poursuivre par le maître d'ouvrage ou son représentant ou à la conclusion d'un avenant.

En cas de modification imprévisible de la législation ou réglementation applicables en cours d'exécution du marché ayant un impact sur les coûts, les parties conviennent de se rencontrer pour évaluer l'impact financier de cette modification et le cas échéant formaliser par voie d'avenant la modification rendue nécessaire. L'évolution législative ou réglementaire imprévisible doit être en lien avec l'objet du marché le cas échéant. Cette évolution doit avoir un impact sur le droit positif. Le caractère imprévisible est constitué dès lors que les parties n'ont pas pu anticiper cette évolution.

## **5.8 Prestations similaires**

Le maître d'ouvrage peut négocier, avec le titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

## **5.9 Valorisation des ordres de service**

Lorsque le maître d'ouvrage prescrit au titulaire la réalisation de prestations supplémentaires ou modificatives pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, il notifie sa décision par ordre de service au titulaire.

Cet ordre de service fixe provisoirement les prix nouveaux retenus pour le règlement des travaux supplémentaires ou modificatifs. Ils sont arrêtés par le maître d'œuvre avec l'accord du maître d'ouvrage, après consultation du titulaire.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours suivant l'émission de cet ordre de service pour présenter ses éventuelles observations et sa proposition de prix, assortis de toutes les justifications nécessaires. A défaut de retour du titulaire dans un délai de 30 jours, les prix sont réputés acceptés et deviennent définitifs. Les prix définitifs doivent faire l'objet d'un avenant.

Le titulaire n'est pas tenu de se conformer à un ordre de service prescrivant une prestation supplémentaire ou modificative si celui-ci n'a fait l'objet d'aucune valorisation financière.

## **5.10 Modifications financières pour circonstances imprévisibles**

Lorsque des circonstances imprévisibles et extérieures aux parties surviennent en cours d'exécution, les parties peuvent convenir d'une modification des clauses financières, si celle-ci est nécessaire à la poursuite de l'exécution, dans les conditions prévues à l'article R.2194-5 du code de la commande publique. Une telle modification n'est qu'une faculté pour le maître d'ouvrage.

S'il envisage de modifier le contrat pour tenir compte des surcoûts engendrés par les circonstances imprévisibles, le maître d'ouvrage se fonde sur les justifications financières précises que lui apporte le titulaire.

Seules peuvent être prises en compte les circonstances produisant un effet réel et certain sur l'exécution du marché, la présente clause n'ayant pas pour objet de compenser des surcoûts dont la survenance n'est qu'hypothétique.

A l'appui de toute demande tendant à la modification des conditions financières du présent marché, le titulaire doit :

- Adresser un mémoire en réclamation au maître d'ouvrage démontrant l'existence d'une circonstance imprévisible au sens de l'article R.2194-5 du code de la commande publique ;
- Justifier son prix de revient initial, tel qu'envisagé à la date de remise de son offre, et, par conséquent, sa marge bénéficiaire ainsi que les éventuelles provisions pour risques intégrées dans son prix ;
- Fournir tout document de nature comptable (bilans, factures, etc.) ou contractuelle (notamment les contrats de fournitures ou de sous-traitance), attestant de la réalité et de l'étendue des surcoûts supportés depuis la survenance de l'évènement imprévisible, pour l'exécution du présent marché.

Le maître d'ouvrage vérifie la réalité et la sincérité de ces documents et décide de la suite à donner à la demande du titulaire.

En cas d'acceptation de la demande par le maître d'ouvrage, les modifications apportées aux prix, aux tarifs ou aux clauses d'évolution des prix, font l'objet d'un avenant signé par les deux parties.

La durée de cet avenant est strictement limitée à la durée des circonstances imprévisibles. Celle-ci peut éventuellement être prolongée dans les conditions définies dans l'avenant.

L'avenant conclu sur le fondement du présent article précise, via une clause de rendez-vous, les conditions dans lesquelles, en fin d'exécution du marché, le maître d'ouvrage et le titulaire déterminent le montant définitif de la compensation des surcoûts anormaux réellement subis par le titulaire.

Ainsi, si le montant des compensations excède le montant des pertes, le titulaire est alors redevable de la différence. Le montant correspondant est alors récupéré par le maître d'ouvrage :

- Soit par précompte sur les factures restant à émettre par le titulaire ;
- Soit par avoir, récupéré sur les montants restant à régler ou à défaut récupéré au moyen d'un titre de recouvrement.

## Article 6 - SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément du maître d'ouvrage le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

Le maître d'ouvrage doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité) il est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

Dans l'hypothèse où le sous-traitant recourt lui-même à la sous-traitance, il doit, préalablement à toute exécution des travaux, obtenir l'acceptation et l'agrément des conditions de paiement de ce sous-traitant indirect auprès du maître d'ouvrage. Les dispositions de l'article 3.6.2. du CCAG-Travaux sont applicables.

Le paiement du sous-traitant s'effectue conformément aux articles R.2193-10 et suivants du code de la commande publique.

En référence aux obligations précisées ci-dessus, le titulaire transmet à l'acheteur un document déclaratif indiquant :

- o Les dates de notification de chacun de ses actes de sous-traitance (formulaire DC4) signés par l'acheteur depuis le début du marché ;
- o Les dates de début et de fin de chaque prestation sous-traitée ;
- o La nature et le montant des prestations sous-traitées ;
- o Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du siège social du sous-traitant ;
- o Le numéro de TVA intracommunautaire du sous-traitant ;

Le titulaire est tenu de fournir ce document autant de fois que l'acheteur en fait la demande.

Le document demandé devra être transmis à l'acheteur dans un délai de dix (10) jours suivants sa demande.

En cas de retard dans la communication du document synthétique déclaratif exigé ci-dessus, ou de communication incomplète de celui-ci, il est appliqué une pénalité égale à : 100 euros par jour calendaire de retard pour la communication complète du document.

## **Article 7 - PRIMES ET PENALITES**

### **7.1 Primes**

Sans objet.

### **7.2 Pénalités**

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable, sous réserve d'éventuelles stipulations particulières concernant les pénalités de retard.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités. L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté du maître d'ouvrage de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont appliquées sur les acomptes.

#### **7.2.1 Pénalités pour retard dans l'exécution des travaux**

Par dérogation à l'article 19.2.4 du CCAG-Travaux, les pénalités de retard sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Par dérogation à l'article 19.2.3 du CCAG-Travaux, du simple fait de la constatation, par le maître d'œuvre, d'un retard par rapport au calendrier détaillé d'exécution des travaux éventuellement modifié, le titulaire encourt une pénalité journalière d'un montant de 1/1 000<sup>e</sup> du montant HT du marché par jour calendaire de retard.

#### **7.2.2 Pénalités pour absence de participation ou retard aux réunions de chantier**

Pour toute absence d'un représentant qualifié du titulaire à une réunion de chantier à laquelle il est convoqué, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 150 euros HT par manquement.

Le retard est considéré à partir de 10 min de retard sur l'horaire convenu.

#### **7.2.3 Pénalités liées au repliement des installations de chantier et remise en état des lieux**

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans le dégagement, le nettoyage et la remise en état des emplacements, qui ont été occupés par le chantier le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 300 euros HT par jour calendaire de retard.

#### **7.2.4 Pénalités liées à la remise des documents**

##### **Documents à fournir pendant la période de préparation**

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents en cours de période de préparation, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 50 euros HT par jour calendaire de retard et par document.



### **Documents et échantillons à fournir en cours d'exécution**

En cas de retard constaté par le maître d'œuvre dans la remise de documents en cours d'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 50 euros HT par jour calendaire de retard et par document.

### **Documents à fournir après l'exécution des travaux**

En cas de retard dans la remise de documents à fournir après l'exécution des travaux, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100 euros HT par jour calendaire de retard.

### **Pénalités pour remise tardive du contrat de sous-traitance**

En cas de retard dans la remise du contrat de sous-traitance et de ses avenants éventuels, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100 euros HT par jour calendaire de retard.

## **7.2.5 Pénalités pour manquement à la sécurité ou inobservation d'une obligation concernant la sécurité et la protection de la santé des travailleurs présents sur le chantier**

Une pénalité sera appliquée, sans mise en demeure préalable, pour tout manquement caractérisé du titulaire, ou de ses cotraitants, sous-traitants et fournisseurs, aux règles d'hygiène et de sécurité définies par la réglementation, ainsi que par les documents établis pour son application, dans le cadre du présent marché, dans les conditions définies ci-dessous :

- Les deux premiers manquements constatés feront l'objet d'une pénalité de 500 euros HT pour chaque manquement,
- Les manquements suivants feront l'objet d'une pénalité de 1 000 euros HT pour chaque manquement.

Sans que cette liste soit limitative, les manquements susceptibles de donner lieu à l'application de la pénalité susmentionnée sont les suivants :

- Manquement aux règles de port des EPI ;
- Non-respect des règles de circulation sur les voies publiques ou sur les voies de chantier ;
- Non-respect des remarques verbales ou écrites du maître d'ouvrage, du maître d'œuvre ou du coordonnateur concernant la sécurité,
- Impossibilité de joindre le responsable Hygiène Sécurité du titulaire.

La pénalité s'applique aussi en cas de mauvaise mise en place ou entretien des éléments de sécurité routière prévu dans le marché au titre de la gestion de la circulation sur l'ouvrage.

## **7.2.6 Pénalités pour coupure non autorisée de la circulation**

En cas de coupure de la circulation non expressément autorisée, le Maître d'Ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité d'un montant de 1 000 euros HT par 1/4h de coupure. Tout ¼ h entamé est dû.

## **7.2.7 Pénalités pour dégradation de la chaussée ou des trottoirs**

En cas de dégradation de chaussées du fait de l'Entrepreneur (bris, fissuration, flaches ou bosses) notamment par poinçonnement dû aux engins de chantier, il sera appliqué au titulaire une pénalité de 1 000 euros par mètre carré endommagé, sans mise en demeure.

De plus, en cas de pollution des chaussées et des trottoirs par des produits issus du chantier (sable, peinture, hydrocarbure...), il sera appliqué au titulaire une pénalité de 1 000 euros par mètre carré de surface polluée, sans mise en demeure.

Ces pénalités ne sont pas libératoires et le maître d'ouvrage pourra exiger la réparation par le titulaire à ses frais.

### **7.2.8 Pénalités pour dégradation de l'existant**

En cas de dégradation de l'existant du fait du titulaire (hors chaussée et trottoirs), il sera appliqué au titulaire une pénalité de 1 000 euros par élément endommagé, sans mise en demeure.

Ces pénalités ne sont pas libératoires et le maître d'ouvrage pourra exiger la réparation par le titulaire à ses frais.

### **7.2.9 Pénalités de retard dans la levée d'éventuelle(s) réserve(s)**

En cas de retard dans la levée d'une réserve après la réception des travaux, le titulaire encourt une pénalité d'un montant de 100 euros HT par jour calendaire de retard, par réserve.

### **7.2.10 Pénalités liées aux considérations environnementales**

En cas de manquement aux engagements environnementaux pris par le titulaire, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire application d'une pénalité d'un montant de 500 euros HT par manquement constaté.

### **7.2.11 Autres pénalités**

#### **Pénalités pour sanctionner le retard de transmission des attestations d'assurance**

En cas de retard de production des attestations d'assurance au maître d'ouvrage dans les 30 jours suivants la notification du marché et à chaque demande du maître d'ouvrage, il sera appliqué une pénalité d'un montant de 500 euros HT jusqu'à la production des pièces.

#### **Pénalités pour travail dissimulé**

Lorsque le représentant de l'acheteur est informé, par les instances de contrôle, d'une situation irrégulière du titulaire au regard des articles L8221-3 à L8221-5 du code du travail, il lui enjoint, par lettre recommandée avec avis de réception, de faire cesser immédiatement la situation et d'en apporter la preuve. Il informe l'instance de contrôle du résultat de cette démarche.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze (15) jours, imposé par l'article R8222-3 du Code du travail, pour répondre à l'injonction du représentant de l'acheteur.

En l'absence de régularisation satisfaisante dans ce délai, la personne publique peut imposer des pénalités ou rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Le montant des pénalités à ce titre est fixé à 500 euros HT par jour calendaire de retard, dans le respect des conditions de l'article L8222-6 du code du travail.

### **7.2.12 Manquement grave et répété**

Conformément au CCAG-Travaux, le maître d'ouvrage peut résilier le marché pour faute du titulaire en cas de manquement grave et répété, par le titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières du marché.

### **7.2.13 Plafonnement des pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux, le montant total des pénalités de retard encourues est plafonné à 15 % de la valeur des prestations définie à l'acte d'engagement.

#### **7.2.14 Seuil d'exonération des pénalités**

Par dérogation à l'article 19.2.1 du CCAG-Travaux le titulaire est redevable de la totalité des pénalités due.

## **Article 8 - GARANTIES**

### **8.1 Garantie de parfaitement achèvement et garanties particulières**

#### **8.1.1 Garantie de parfait achèvement**

Le délai de garantie dit « garantie de parfait achèvement » est fixé à 12 mois.

Il est prolongé le cas échéant en application de l'article 44.2 du CCAG-Travaux.

Chaque fois que nécessaire, le maître d'œuvre invite le titulaire pendant la période de parfait achèvement à effectuer les travaux, reprises ou modifications dus en application de l'article 44 du CCAG-Travaux.

Le délai de traitement des désordres relevant de la garantie de parfait achèvement ne doit pas dépasser **15 jours calendaires** après signalement du désordre. En cas d'urgence qui auraient un impact sur la sécurité ou qui pourraient gêner la circulation sur l'ouvrage, l'entreprise doit intervenir dans **les 2 jours calendaires** suivant le signalement.

À compter de la date de réception des travaux, le maître d'œuvre est susceptible de mettre en place un processus de suivi du « parfait achèvement ».

Le maître d'œuvre procède à une visite de parfait achèvement avant l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. Le cas échéant, le titulaire est convoqué.

#### **8.1.2 Garanties particulières**

##### **8.1.2.1 Garantie décennale**

Voir article "assurance de responsabilité civile décennale".

##### **8.1.2.2 Garantie de bon fonctionnement**

Garantie de bon fonctionnement : 2 ans

Le titulaire garantit le bon fonctionnement des installations et équipements mis en place pendant cette période à compter de la date de réception ou à compter de la date de levée des réserves pour les prestations ayant fait l'objet de réserves lors de la réception. Pendant la période de garantie, le titulaire est réputé responsable de toutes les anomalies ou pannes constatées, sauf s'il apporte la preuve que ces anomalies ou pannes ont une cause étrangère aux prestations.

Dans le cadre de la présente garantie contractuelle, le titulaire prendra à sa charge tous les frais inhérents aux modifications, réparations ou remplacements qui se révéleraient nécessaires de manière à maintenir les installations en parfait état de marche ou à atteindre le niveau de performance prévu par le présent marché.

Si le titulaire n'intervient pas dans le délai de huit (8) jours ou ne réalise pas les prestations nécessaires, le maître de l'ouvrage pourra, quinze (15) jours après mise en demeure restée infructueuse, faire procéder à la remise en état du système par un tiers aux frais et risques du titulaire, l'intervention de ce tiers ne suspendant pas la garantie du titulaire.

## **8.2 Responsabilité et assurances**

### **8.2.1 Assurances souscrites par le titulaire**

D'une façon générale, les entrepreneurs assument les risques et les responsabilités découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

L'entrepreneur déclare être couvert en matière de dommages pouvant être causés aux tiers et au maître d'ouvrage par une assurance de responsabilité aussi bien pendant les travaux qu'après la réception des ouvrages et/ou équipements.

Il continuera même après réception à garantir le maître d'ouvrage des recours pouvant être exercés contre lui par les tiers victimes de dommages du fait ou à l'occasion de l'exécution de travaux.

Les primes d'assurances relatives aux garanties personnelles souscrites par l'entrepreneur en matière de responsabilité civile générale et responsabilité décennale sont incluses dans l'offre de l'entrepreneur et restent à la charge de ce dernier.

#### **8.2.1.1 Responsabilité civile professionnelle**

Les titulaires ainsi que chaque sous-traitant, sont tenus de souscrire une police d'assurance de responsabilité civile professionnelle couvrant toutes les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'ils sont susceptibles d'encourir vis à vis des tiers et du maître d'ouvrage, à propos de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non pouvant survenir tant pendant la période de construction qu'après l'achèvement des travaux.

Le mandataire du groupement titulaire le cas échéant devra justifier d'une couverture supplémentaire quant à sa qualité de mandataire commun.

Chaque cotraitant ainsi que chaque sous-traitant devront produire au maître d'ouvrage dans le mois qui suit la notification du marché, ainsi qu'une fois par an - en début d'année civile - pendant la durée du chantier, une attestation d'assurance correspondant aux critères définis ci-dessus, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance ;
- numéros de police ;
- date d'effet, période de validité ;
- montants des garanties accordées par nature à hauteur respective des capitaux minima fixés ci-dessus pour les titulaires ;
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire avec extension le cas échéant, à la qualité de mandataire commun.

Ce document devra être complété, daté et signé par la compagnie d'assurance.

En cas de couverture insuffisante, le maître de l'ouvrage se réserve le droit d'exiger la souscription d'une garantie complémentaire.

Il appartient au titulaire de souscrire les montants de garantie à la hauteur des responsabilités qu'il considère encourir.

#### **8.2.1.2 Responsabilité civile décennale**

##### **Responsabilité civile décennale pour les ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance**

Les titulaires réalisateurs d'ouvrages non soumis à l'obligation d'assurance sont tenus de souscrire, pour l'objet de leur intervention, une police d'assurance de responsabilité civile décennale.

Chaque cotraitant devra produire, dans le mois qui suit la date d'ouverture de chantier, une attestation d'assurance valide à cette date, spécifique à l'opération de construction projetée, comportant les informations précises suivantes :

- identité de la compagnie d'assurance ;
- numéro de police ;
- date d'effet, période de validité ;
- activités assurées en référence aux prestations relevant du marché dont il est titulaire ;
- garantie relative aux désordres de la nature de ceux dont sont responsables les constructeurs au sens des articles 1792 et 1792-2 du code civil ;
- régime de gestion des garanties en répartition ;
- montants de garanties accordés selon les conditions suivantes :

### **8.2.2 Dispositions communes**

En application de l'article L.241-1 du code des assurances et par dérogation à l'article 8.1.3 du CCAG-Travaux, pour justifier l'ensemble de ces garanties, le titulaire fournit une attestation avant la notification du marché, émanant de sa compagnie d'assurance.

Sur simple demande du maître d'ouvrage, le titulaire justifie qu'il acquitte ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent chantier sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Toute modification des contrats d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc.) est notifiée au maître d'ouvrage.

Le titulaire mettant en œuvre des techniques non courantes s'engage à obtenir de son assureur de responsabilité décennale l'extension de garantie nécessaire.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le maître d'ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à sa charge.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du marché peut entraîner, après mise en demeure restée infructueuse, la résiliation du marché par le maître d'ouvrage.

## **Article 9 - RESILIATION**

Le maître d'ouvrage peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG-Travaux, le marché peut être résilié en cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations admises, un pourcentage de 5%.

## **Article 10 - EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES**

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues à l'article 52 du CCAG-Travaux.

## **Article 11 - DIFFERENDS ET LITIGES**

### **11.1 Différends**

L'acheteur et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

En cas de différend, les acheteurs et le titulaire peuvent recourir au comité consultatif de règlement amiable compétent ou au médiateur des entreprises des différends relatifs aux marchés publics conformément aux dispositions des articles R.2197-1 à R.2197-24 du code de la commande publique.

### **11.2 Litiges et contentieux**

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Rouen.

#### **Tribunal administratif de Rouen**

53 avenue Gustave Flaubert

76000 ROUEN

Téléphone : 02 35 58 35 00

Télécopie : 02 35 58 35 03

Courriel : [greffe.ta-rouen@juradm.fr](mailto:greffe.ta-rouen@juradm.fr)

Site internet : <http://rouen.tribunal-administratif.fr>

## Article 12 - DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

Les dérogations au CCAG sont présentées dans le tableau récapitulatif des dérogations ci-après :

Article du présent CCAP	Article du CCAG auquel il est fait dérogation
3	4.1
4.4.5	24
4.5.1.1.	28.2.2
4.5.1.2.3	34
5.4.4.2	12.2.2
7.2.1	19.2.4
7.2.1	19.2.3
7.2.13	19.2.2
7.2.14	19.2.1
8.2.2	8.1.3

Il est expressément stipulé que la liste des dérogations au CCAG-Travaux n'a qu'une valeur indicative.

Cette liste n'est donc pas nécessairement exhaustive. Par conséquent, les dispositions dérogatoires au CCAG-Travaux qui ne figureraient pas dans la liste ci-dessus conserveraient néanmoins toute leur valeur contractuelle pour l'exécution du présent marché.